

REVUE
DES
ÉTUDES NAPOLEONIENNES

TALLEYRAND ET LE PREMIER CONSUL

PAR GEORGES LACOUR-GAYET

Le Premier Consul avait un faible à l'égard de Talleyrand ; c'est le mot d'un témoin qui vivait dans son intimité. Le ministre du Directoire avait deviné la fortune politique du général de l'armée d'Italie ; tout récemment, il s'était donné corps et âme au succès de la grande affaire d'où venait de sortir le césarisme, sous une forme mal déguisée. Dès qu'il fut rentré à l'hôtel de la rue du Bac, il s'empessa de tenir au nouveau maître de la France un langage qui était en pleine harmonie avec les intentions secrètes de celui-ci. C'était la première fois qu'il était reçu par le Premier Consul en audience particulière.

« Citoyen Consul, lui dit-il, vous m'avez confié le ministère des Relations extérieures, et je justifierai votre confiance ; mais je crois devoir vous déclarer dès à présent que je ne veux travailler qu'avec vous. Il n'y a point là de vaine fierté de ma part, je vous parle seulement dans l'intérêt de la France. Pour qu'elle soit bien gouvernée, pour qu'il y ait unité d'action, il faut que vous soyez le Premier Consul, et que le Premier Consul ait dans sa main tout ce qui tient directement à la politique, c'est-à-dire les ministères de l'Intérieur et de la Police pour les affaires du dedans, mon ministère pour les affaires du dehors, et ensuite les deux grands moyens d'exécution, la Guerre et la Marine. Il serait donc de toute convenance que les ministres de ces cinq départements travaillassent avec vous seul.

Georges Lacour-Gayet.

L'administration de la justice et le bon ordre dans les finances tiennent sans doute à la politique par une foule de liens ; mais ces liens sont moins serrés. Si vous me permettez de le dire, Général, j'ajouterai qu'il conviendrait alors de donner au Second Consul, très habile jurisconsulte, la haute main sur la justice, et au Troisième Consul, également bien versé dans la connaissance des lois financières, la haute main sur les finances. Cela les occupera, cela les amusera, et vous, Général, ayant à votre disposition toutes les parties vitales du gouvernement, vous arriverez au noble but que vous vous proposez, la régénération de la France. »

Quand Talleyrand eut prit congé, Bonaparte s'adressa à son secrétaire, qui avait assisté à l'audience : « Savez-vous, Bourrienne, que Talleyrand est de bon conseil ; c'est un homme d'un grand sens. » « Général, c'est l'opinion de tous ceux qui le connaissent. » — « Talleyrand n'est point un maladroit, il m'a pénétré. Ce qu'il me conseille, vous savez bien que j'ai envie de le faire. Mais, encore un coup, il a raison : on marche plus vite quand on marche seul. Le Brun est un honnête homme, mais il n'a pas de politique dans la tête, il fait des livres. Cambacérès a trop de traditions de la Révolution. Il faut que mon gouvernement soit un gouvernement tout neuf. »

Sur les rapports personnels entre le Premier Consul et le ministre des Relations extérieures, son aîné de quinze ans, la plume de Talleyrand lui-même fournit de nombreux témoignages. Il est indispensable d'en citer quelques-uns en entier ; comment imaginer, en effet, tout ce que celui-ci mettait de confiance, d'abandon, de délicate flatterie, d'admiration sincère, dans les lettres qu'il lui adressait ? C'est un ami enthousiaste, dont le dévouement est fait de la plus affectueuse estime. On ne croit pas qu'il y ait un autre exemple d'un ministre ayant jamais écrit à un chef d'État des lettres d'un accent si passionné. Talleyrand a dit, à l'époque de la Restauration : « J'aimais Napoléon ; je m'étais attaché même à sa personne, malgré ses défauts ; à son début, je m'étais senti entraîné vers lui par cet attrait irrésistible qu'un grand génie porte avec lui ; ses bienfaits avaient provoqué en moi une reconnaissance sincère. Pourquoi craindrais-je de le dire ? J'avais joui de sa gloire et des reflets qui en rejaillissaient sur ceux qui l'aidaient dans sa noble tâche. » Quelques

Talleyrand et le Premier Consul.

exemples du langage par lequel le ministre qui « aimait Napoléon » traduisait ses sentiments, auront leur intérêt.

Talleyrand était resté à Paris pendant la campagne qui commença par le passage du Grand-Saint-Bernard. Tombé malade, il tenait le Premier Consul au courant de son état ; il lui écrivait, le 22 mai : « A présent que chaque jour me rend de la santé et des forces, je me sens prêt à aller vous rejoindre, si vous le jugez convenable ; et j'ose dire que, votre absence se prolongeant encore, je n'aurais pas seulement le désir de me trouver auprès de vous, mais j'en éprouverais le besoin. »

La grande nouvelle venait d'arriver à Paris : en un jour Marengo avait terminé la campagne et permis de recouvrer l'Italie du Nord. La joie et les félicitations du ministre ont un tour inimitable dans l'art de la flatterie. « Général, j'arrive des Tuileries. L'audience des ambassadeurs ne pouvait être plus brillante, et je n'essaierai pas plus de vous peindre l'enthousiasme des Français, l'admiration des étrangers, que les sentiments particuliers dont m'a rempli la lecture de la lettre que vous avez écrite aux Consuls. Quel début et quel dénouement ! La postérité pourra-t-elle croire aux prodiges de cette campagne ? Sous quels auspices votre retour nous est promis ! Il n'y a point eu d'empire qui ne fût fondé sur le merveilleux, et ici le merveilleux est la vérité. »

Pendant l'été de 1801, le ministre alla faire sa saison coutumière aux eaux de Bourbon-l'Archambault. Il prit congé de Bonaparte par une lettre dont certaines lignes pourraient faire croire qu'elle a été adressée à une femme aimée :

« Général, je pars avec le seul, mais bien vif regret de m'éloigner de vous.

« Le sentiment qui m'attache à vous, ma conviction que le dévouement de ma vie à votre destinée, aux grandes vues qui vous animent, n'est pas inutile à leur accomplissement, m'ont fait mettre au soin de ma santé un intérêt que je n'avais jamais senti. Sans cette intime persuasion je renoncerais certainement à tout le bien qu'on me fait espérer du voyage que vous me permettez de faire.

« Je vous laisse souffrant aussi, et toujours rempli de cette noble passion qui ne permet aucun repos au corps ni aucun loisir à l'âme.

Georges Lacour-Gayet.

Je crains, je vous l'avoue, qu'il ne soit donné à aucune organisation humaine de se prêter aux impulsions de cette infatigable et vraiment sublime activité dont la nature vous a doué.

« Quand ce que vous pensez, ce que vous dites et tout ce que je vous vois faire ne serait qu'un simple spectacle, je sens que l'absence que je vais faire serait pour moi la plus sensible des privations.

« Permettez-moi de vous répéter que je vous aime, que je suis affligé de partir, que j'ai la plus vive impatience de revenir près de vous et que mon dévouement ne finira qu'avec ma vie. »

Tout en prenant douches et bains, il envoyait, le 9 juillet, un rapport sur les affaires d'Espagne ; mais il hésitait sur la décision à proposer au Premier Consul. « Voilà le moment, écrivait-il, où je m'aperçois bien que, depuis deux ans, je ne suis plus accoutumé à penser seul ; ne pas vous voir laisse mon imagination et mon esprit sans guide. Aussi, vais-je probablement écrire de bien pauvres choses ; mais ce n'est pas ma faute, je ne suis pas complet quand je suis loin de vous. »

Dans sa ville d'eaux, le ministre apprenait qu'il n'y avait point eu de parade, que le Général n'avait point reçu les ambassadeurs. « Il faut, lui écrivait-il, que vous soyez véritablement souffrant ; cela me consterne. Je ne peux pas me faire à l'idée de voir la douleur approcher de vous, premièrement parce que je vous aime, et ensuite, parce qu'étant l'être le mieux organisé pour tous les bonheurs, vous seriez de tous le plus à plaindre... Je n'aime point votre bibliothèque, vous y êtes trop longtemps, je la crois humide ; les rez-de-chaussée ne vous valent rien, vous êtes fait pour les hauteurs. »

Le Premier Consul avait montré une grande bienveillance pour des membres de la famille du ministre, sans doute en les rayant de la liste des émigrés et en leur restituant leurs biens. Comment Talleyrand a-t-il exprimé ses remerciements ? Il est allé reproduire les sentiments de Sully pour Henri IV ; on ne s'attendait pas à voir Bonaparte sous les aspects du Béarnais ni Talleyrand sous les aspects de Maximilien de Béthune :

« Général, je suis pénétré de ce que vous venez de faire pour mes parents. La lettre que vous avez la bonté de m'écrire est à mes yeux au-dessus de tous les biens que vous m'avez faits et qu'il est en

Talleyrand et le Premier Consul.

votre pouvoir de me faire. Je ne vous dis rien de ma reconnaissance, aucune expression ne pourrait la rendre. Permettez-moi d'emprunter à l'histoire d'une amitié très célèbre ce qu'un ministre d'Henri IV disait à son maître : *Depuis que je suis attaché à votre sort, je suis à vous, à la vie et à la mort.* »

Bonaparte faisait un voyage en Normandie dans les premiers jours de novembre 1802 ; il devait se trouver à Fécamp et à Dieppe pour l'anniversaire du 18 et du 19 brumaire. C'étaient des jours de gloire qu'on ne manquait pas de célébrer. Deux ans plus tôt, le 10 novembre 1800, un grand banquet avait réuni chez le restaurateur Rose des personnages de marque, qui avaient pris part, en 1799, aux journées de Paris et de Saint-Cloud, ainsi l'ancien directeur Sieyès, le général Murat, le vice-amiral Bruix, les citoyens Talleyrand, Duroc, Bourrienne, Volney, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Roederer et autres ; les députés des départements avaient dîné dans une salle voisine. Après le dîner, les convives des deux salles avaient passé la soirée en commun, au milieu d'une satisfaction réciproque. Mais en 1802 le cher anniversaire allait être une fête manquée, puisque le Premier Consul ne se trouvait pas à Paris. « Il ne peut y avoir d'heureux 18 brumaire à Paris en votre absence », lui écrit Talleyrand. « Cette fête toute nationale, remplie de souvenirs, de sentiments, réunira toutes les personnes qui aiment leur pays et sont dévouées à votre gloire. Mais votre présence leur manquera, et, comme moi, ils (*sic*) porteront envie à ceux qui auront le bonheur d'être auprès de vous. »

La proclamation de l'empire, dans laquelle le ministre a eu son rôle, ne changera rien, comme on peut le penser, à ses sentiments personnels à l'égard de Napoléon. Retourne-t-il aux eaux de Bourbon-l'Archambault, il demande à l'Empereur de continuer à jouir de la faveur de lui écrire d'une manière particulière. « Je l'ambitionne, dit-il, parce qu'elle est pour moi un plaisir et un besoin de sentiment. »

Le ministre avait appris qu'un département, « dont à peine il connaissait le nom », l'avait nommé candidat au Sénat Conservateur. Loin de lui être agréable, cette nouvelle lui causa une sorte de dépit ; toute marque d'honneur qui ne venait pas directement de Sa Majesté

Georges Lacour-Gayet.

lui était importune, sinon odieuse. Il le faisait comprendre à l'Empereur, en lui envoyant à ce propos toute une profession de foi : « Certainement, je serai en tout temps satisfait de tout ce qui m'arrivera par une suite de la volonté bienveillante de Votre Majesté ; mais je mets une sorte de jalousie, qu'elle me doit pardonner, à n'avoir en perspective d'autres récompenses que les siennes, à ne servir qu'elle et à ne pas vouloir que son choix s'exprime à mon égard par une simple intervention. Votre Majesté sait, et je me plais à le lui répéter, que lassé, dégoûté de tous les systèmes politiques qui ont fait la passion et le malheur de tous les Français pendant dix ans, ce n'est que par elle et pour elle que je tiens aux institutions qu'elle a fondées. Je ne dois donc et ne peux désirer d'entrer dans aucune, qu'autant que j'y serai placé par Votre Majesté et par elle seule. » On se rappelle sans doute qu'on a déjà rencontré sous la plume de Talleyrand des déclarations toutes républicaines ; on sait à l'avance qu'on trouvera à l'époque de la Restauration des adhésions non moins catégoriques à la cause de la légitimité.

Faut-il citer encore une lettre que le ministre écrivait à l'Empereur des eaux de Bourbon, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance ? Sa Majesté faisait alors un voyage dans les départements du Nord de la France. Les journaux avaient parlé de ce voyage « auquel on ne trouvait rien de semblable dans l'histoire », comme ils auraient parlé du voyage de Louis XVI en Normandie. « Ah ! s'écrie-t-il, comme les livres et les journaux ont besoin de censure ! » Il demandait la permission d'ajouter à ses protestations de respect et de dévouement l'expression d'un attachement qu'il osait qualifier de tendre ; c'était une licence qu'il hasardait dans un jour qui lui semblait permettre plus d'abandon.

*
**

On ne doit pas s'attendre à ce que Bonaparte ait employé à l'égard de Talleyrand des expressions analogues à celles dont son ministre se servait à son égard. Cela n'était ni dans son caractère ni dans son rôle de chef d'Etat ; mais il n'y a pas à douter que si l'affection n'entrait pas dans ses relations avec son ministre des Relations extérieures, il ne songeait pas à dissimuler l'estime que

Talleyrand et le Premier Consul.

lui inspiraient les qualités de celui-ci ; il reconnaissait en lui une sorte de supériorité et il se félicitait que ce transfuge se fût rallié à son gouvernement. La veille même de l'installation officielle du Consulat définitif, le 24 décembre 1799, Bonaparte, qui était dès lors Premier Consul, parlait ainsi de Talleyrand devant Cambacérès : « Il a beaucoup de ce qu'il faut pour les négociations : l'esprit du monde, la connaissance des cours de l'Europe, de la finesse, pour ne pas dire quelque chose de plus, une immobilité dans les traits que rien ne peut altérer, enfin un grand nom. Je sais qu'il n'appartient à la Révolution que par son inconduite ; Jacobin et déserteur de son ordre dans l'Assemblée constituante, son intérêt nous répond de lui. »

C'est justement parce que l'intérêt de Talleyrand était aux yeux du Premier Consul le garant de sa fidélité que celui-ci se prêta à une démarche politique assez singulière en elle-même. Il fut informé par le ministre que Hyde de Neuville, l'un des plus actifs agents de Louis XVIII, se trouvait à Paris en mission secrète et qu'il désirait l'entretenir. Rendez-vous fut pris pour le 26 décembre (1799). Talleyrand alla chercher Hyde de Neuville place Vendôme et le conduisit dans sa voiture au Luxembourg. Un premier entretien eut lieu ; Talleyrand n'y assista point. Le Premier Consul consentit à un nouveau rendez-vous pour le surlendemain. Talleyrand servit encore d'introduit ; Hyde de Neuville était accompagné cette fois du général d'Andigné, l'un des chefs des Vendéens. La conversation, à laquelle assista Talleyrand, avait pour objet la pacification de la Vendée ; elle ne donna pas de résultat.

A cette occasion, Hyde de Neuville rapporte sur l'attitude du ministre de singuliers détails. « M. de Talleyrand, dit-il, me conduisant dans sa voiture la première fois que je vis Bonaparte, affecta de me parler, presque avec amour, de S. A. R. Monsieur.

« Il me dit, en me parlant du Premier Consul : « S'il passé une année, il ira loin. C'est un homme qui se croit maître de la fortune, et dont l'étonnante confiance en son étoile inspire à ses partisans une aussi étonnante sécurité. » — « Mais, croyez-vous que le présent puisse déraciner l'avenir ? repris-je. » — « Personne, me dit-il, n'a le secret de l'avenir. » M. de Talleyrand ajouta que Bonaparte

Georges Lacour-Gayet.

pouvait seul soutenir l'édifice qu'il élevait. « Son habit ne va qu'à sa taille ; et voilà le danger de notre position récente. » Nous reparlâmes encore de Monsieur. « Qu'il sache, me dit M. de Talleyrand, que, tout en ne pouvant servir le prince, je n'en demeure pas moins tout dévoué à sa personne ; il n'y a pas d'homme plus aimable et plus digne d'être aimé. » Nous fûmes aisément d'accord sur ce point. »

Dans l'une de ces conversations, Talleyrand fit un retour sur lui-même ; il parla de sa jeunesse, de son infirmité, qui avait eu une si grande influence sur sa destinée. « Sans cette jambe, dit-il, j'aurais probablement suivi la carrière militaire. » Il ajouta, en riant : « Qui sait ? je serais peut-être, comme vous, émigré, ou comme vous, l'envoyé des Bourbons ! »

Alors que Talleyrand parlait, avec une émotion inattendue, de ses sentiments pour Monsieur, se doutait-il que les partisans du comte d'Artois ne songeaient qu'à mettre à l'écart l'ancien évêque d'Autun dès le retour du roi en France ? L'évêque d'Arras, Hilaire de Conzié, qui était émigré à Londres et qui était le principal agent en Angleterre de la politique de Monsieur, chargeait, en 1800, le comte de La Tour du Pin-Gouvernet, qui rentrait en France, d'une singulière mission auprès de Talleyrand. « Il faut le ramener à nous, il faut qu'il nous serve, qu'il engage Bonaparte à traiter avec les princes ; nous le ferons connétable. — Mais, pour M. de Talleyrand, que ferez-vous ? — Certainement, je le servirai de tout mon cœur ; il me connaît ; il sait que je suis incapable de lui manquer de parole, M. de La Tour du Pin peut lui dire que, si nous rentrons en France, véritablement il ne peut pas y rester ; mais je lui garantis un sauf-conduit pour aller vivre en tel pays étranger qui lui conviendra le mieux. »

Le Premier Consul, on l'a déjà dit, avait un faible pour Talleyrand. Son nom, ses origines, ses allures, son passé même lui composaient une physionomie toute spéciale parmi les collaborateurs de l'œuvre consulaire et le mettaient hors de pair. Le nouveau maître de la France avait montré tout de suite qu'il était doué de cette qualité indispensable à un chef, le flair des hommes ; on peut dire qu'à

Talleyrand et le Premier Consul.

cet égard il ne se trompa pour ainsi dire jamais et qu'il sut toujours mettre le vrai homme à la vraie place. Mais ces ministres, ces conseillers d'Etat, ces hauts fonctionnaires, quelle que fût leur capacité, étaient tous de « petites gens » ; c'est le mot de Stendhal. Seul, Talleyrand était né ; seul, il avait des façons de grand seigneur. Et cela lui valait une considération toute personnelle ; telles attitudes, telles réponses qui auraient attiré à d'autres de violents coups de caveçon, lui étaient pardonnées, parce qu'il apportait à tout ce qu'il faisait et disait des manières et un tour d'esprit qui n'étaient qu'à lui.

Mme de Rémusat a recueilli de Talleyrand lui-même une anecdote caractéristique à ce sujet. Le Premier Consul attendait avec impatience le courrier qui devait apporter la nouvelle de la signature de la paix d'Amiens. Talleyrand, qui l'avait reçue, la met dans sa poche et se rend aux Tuileries pour l'expédition des affaires courantes. Il soumet divers rapports à la critique et à la signature de Bonaparte ; pas un trait de son visage, perpétuellement impassible, ne peut permettre de soupçonner quoi que ce soit. Le travail est fini. Alors, avec un léger sourire : « A présent, je vais vous faire un grand plaisir ; le traité est signé, et le voilà. » Le Premier Consul est stupéfait. « Et comment ne me l'avez-vous pas dit tout de suite ? » « Ah ! parce que vous ne m'auriez pas écouté sur tout le reste. Quand vous êtes heureux, vous n'êtes pas abordable. » Bonaparte ne se fâcha point, ajoutait Talleyrand ; il avait compris à quel point cette force dans le silence pouvait être utile au chef de sa diplomatie.

Autre anecdote. Un jour, Napoléon travaillait avec ses ministres sous les ombrages du parc de Saint-Cloud. Tous les ministres étaient autour de lui, sauf Talleyrand, qu'on attendait pour une affaire particulière ; ils furent congédiés, avant que leur collègue se fût présenté. L'Empereur, bouillant d'impatience, se mit à manger rageusement des cerises qu'on venait de lui apporter. Enfin, on annonce Talleyrand ; il s'avance, sans se presser, son portefeuille à la main. « Vous m'avez fait attendre, Monsieur », dit une voix en colère. Talleyrand s'incline, et, prenant une cerise : « Sire, Votre Majesté a les plus belles cerises de son empire. » L'Empereur fut désarmé et, comme si rien ne s'était passé, on se mit au travail.

Georges Lacour-Gayet.

*
**

Le Premier Consul avait entrepris dès les premiers jours une œuvre de reconstitution sociale, qui devait devenir l'un de ses grands titres de gloire. Talleyrand était le meilleur instrument qu'il pouvait désirer pour le succès de cette œuvre ; avec un pareil ministre, la chaîne des temps se renouait sans effort : « Il me fallait une aristocratie », dira un jour le maître de la France. « C'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant ; l'Etat sans elle est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. » Or, s'il voulait ramener la noblesse dans les salons des Tuileries, quel intermédiaire mieux approprié que ce personnage de haute extraction ? N'était-il pas comme une réclame vivante et le meilleur ouvrier de ce travail d'amalgame et de fusion qui unissait, sous les auspices de Bonaparte, la France de l'ancien régime à la France de la Révolution ? Aussi, plus d'un acte réparateur du gouvernement consulaire fut-il l'effet de l'influence discrète qu'il exerçait sur le chef de l'Etat.

Faire renaître à Paris la vie de société avec les plaisirs qu'elle avait connus jadis, ç'avait été une des premières manifestations de la volonté du Premier Consul ; il estimait avec raison que les mœurs contribuent autant que les institutions à la solidité d'un régime. Les bals de l'Opéra étaient interdits depuis dix ans ; ils furent rouverts dès le mois de février 1800. Mme Bonaparte se rendit, en compagnie du général Murat et de sa femme, au premier qui fut donné. Sur quoi, le *Journal des Débats* faisait cette grave remarque : « Il appartenait à un gouvernement fort de sa propre force de se mettre au-dessus des idées pusillanimes dont avaient été imbus, jusqu'à ce jour, les gouvernements faibles qui se sont succédé depuis 1789. »

Sous le Directoire, on se le rappelle, Talleyrand avait donné au général Bonaparte une fête magnifique, dans les salons de la rue du Bac ; elle avait mis en lumière ses qualités remarquables de maître de maison. On les vit de nouveau au cours de la soirée qu'il donna le 6 ventôse an VIII, 25 février 1800 ; elle eut pour cadre une grande maison de campagne de Neuilly, qui devint alors son séjour

ordinaire pendant la belle saison ; elle fut plus tard la propriété de Murat, puis de Louis-Philippe. Ce fut une fête d'un éclat exceptionnel ; elle sembla « destinée à faire époque sous plusieurs rapports », elle fit comprendre à tous le dessein du Premier Consul de réunir pour les mêmes plaisirs des invités de la France ancienne et de la France révolutionnaire. N'était-ce pas un moyen efficace de hâter cette réconciliation entre Français qu'il avait tant à cœur ?

Bonaparte se rendit en personne à cette soirée. Il eut le plaisir d'applaudir tous les arts et tous les talents que le ministre avait réunis pour l'éclat de cette fête ; il entendit Garat, l'ancien chef des Incroyables, le chanteur le plus accompli de son temps, et Mme Walbonne, cantatrice à la mode ; il vit Vestris, le fils du dieu de la danse, dieu lui aussi, et Mlle Chameroi, de l'Opéra, danser un pas russe et une gavotte ; il applaudit Laharpe, le célèbre critique, qui venait de rouvrir depuis le 18 brumaire ses leçons du Lycée et qui récita ce soir-là quelques beaux vers de sa nouvelle traduction de la *Jérusalem délivrée* ; mais ce qui lui procura une satisfaction complète, ce fut d'apercevoir dans la foule des invités des hommes de l'ancienne cour, des chefs vendéens accourus tout de suite au lendemain de la pacification de la Vendée, des proscrits du 18 fructidor. Dans ce pêle-mêle de personnages connus, il avait remarqué le chevalier de Coigny, l'ancien ami de Louis XVI, Ségur, le fils aîné du maréchal, l'ancien ambassadeur à la cour de Catherine II, La Rochefoucauld-Liancourt, l'ancien grand maître de la garde-robe, Crillon, l'ancien député de la noblesse, Bernier, l'un des grands chefs du parti vendéen, Portalis, l'ancien membre du conseil des Anciens. Il avait mis un grand empressement à annoncer lui-même à Portalis et au général Mathieu Dumas, un autre proscrit du 18 fructidor, que deux de leurs compagnons d'infortune, Barbé-Marbois et Laffon de Ladébat, venaient d'arriver de Sinnamarie à Brest.

Le ministre avait fait quelque chose de mieux que de prendre ses invités parmi tous les partis ; il avait réuni dans les salons de Neuilly maintes femmes qui portaient des noms historiques, comme Mmes de Vergennes, de Castellane, d'Aiguillon, de Lameth, de Caumont, de Noailles, Custine, de Dreux, du Clusel, de Flahaut,

Georges Lacour-Gayet.

de Fleurieu, de Jaucourt, de Jumilhac, La Rochefoucauld, de Ségur, de Vaines, de Witt. C'était la conquête du faubourg Saint-Germain, conquête précieuse entre toutes, qui commençait dans les conditions les plus flatteuses, trois mois à peine après le 18 brumaire. Si des femmes qui appartenaient à l'élite de la société parisienne faisaient adhésion au régime consulaire, n'était-il pas assuré de durer ?

Dès lors, le ministre des Relations extérieures devint comme le grand ordonnateur des réjouissances officielles ; le Premier Consul n'aurait pas pu trouver un maître de maison qui répondît mieux à ses intentions. Le 19 février 1801, à Neuilly, Talleyrand offrit une grande fête à Bonaparte, à l'occasion de la signature de la paix de Lunéville. Esménard avait composé une pièce de vers pour la circonstance. Des hommes de tous les partis, Français ou étrangers, avaient été invités pour rendre hommage au grand Français, qui venait, pour la seconde fois, de faire reconnaître à sa patrie la possession de la rive gauche du Rhin et des Pays-Bas autrichiens.

Le 8 juin, encore dans le cadre magnifique du château de Neuilly, nouvelle fête, qui est restée pour les contemporains comme une merveille des *Mille et une Nuits*. Le roi et la reine d'Etrurie, qui voyageaient alors en France sous le nom de comte et de comtesse de Livourne, étaient ce soir-là les invités du ministre. C'étaient les premiers Bourbons qui reparaissaient en France depuis la Révolution ; il avait plu à Bonaparte d'ériger le grand duché de Toscane en un royaume au nom antique. Talleyrand les reçut avec une somptuosité digne de l'ancienne cour de Versailles. Un vaste théâtre avait été construit, qui représentait la place du *Palazzo Vecchio* à Florence, avec la façade du palais Pitti. La soirée s'ouvrit par un concert, où les chœurs de l'Opéra, chantant en italien, alternaient avec les voix de Crescentini et de la Grassini. Des vers d'Esménard furent récités par Dazincourt. Le jeune roi, que les Parisiens appelaient irrévérencieusement le beau Léandre, à cause de ses costumes quelque peu grotesques, ouvrit le bal avec la délicieuse Pauline Leclerc. Les danseurs évoluaient dans un décor de féerie, au milieu des illuminations du parc et des splendeurs des feux d'artifice. Plusieurs milliers d'invités prirent part, dans cinq salles splendides, à un souper trois fois renouvelé. Après le départ du Premier Consul, les

Talleyrand et le Premier Consul.

réjouissances se prolongèrent jusqu'à l'aurore, dans le château et dans les allées du parc. « M. de Talleyrand, dit un invité, donna la plus belle fête que de notre âge on eût encore vue, et, comme lui seul pouvait se surpasser en inventions d'élégance, d'à-propos et de somptuosité, il y parvint par des miracles inconnus jusqu'à lui. Cette fête fut réellement un chef-d'œuvre de génie artistique et courtesanesque. »

Des raisons de service et l'intimité dont il jouissait auprès du Premier Consul rendaient fréquentes les visites de Talleyrand à la Malmaison. La jeune Hortense de Beauharnais l'avait vu bien des fois entrer dans le salon de sa mère. Il ne se défaisait jamais de son air froid et nonchalant ; tout en traînant le pied, il s'appuyait sur la première chaise à sa portée ; il saluait à peine, il ne prononçait que de rares syllabes ; d'où pouvait donc lui venir cette réputation d'esprit, alors qu'il se mettait si peu en frais pour la justifier ? Toujours économe de ses paroles, il trouvait trop long de dire, dans l'intimité, le citoyen Premier Consul, le citoyen Deuxième Consul, le citoyen Troisième Consul ; il les désignait familièrement par *Hic, Haec, Hoc*, le masculin pour Bonaparte, le féminin pour Cambacérès, le neutre pour Le Brun.

Il était dans la nature de Talleyrand d'avoir des contacts avec tout le monde ; il y avait dans la politique, depuis quelques années, une telle succession de coups d'Etat de tous les genres ! On n'a point oublié de quelle manière il s'exprimait sur le compte de Monsieur au lendemain même du 18 brumaire. Quelques mois plus tard, il fut encore mêlé à une intrigue du parti royaliste, mais toujours avec cette habileté manœuvrière qui lui permettait de donner aux divers partis des espérances ou simplement des illusions, sans jamais leur livrer de gages.

L'abbé de Montesquiou, l'un des principaux agents des Bourbons à Paris, avait reçu de Mitau la fameuse lettre par laquelle Louis XVIII demandait à Bonaparte de jouer le rôle de Monk : « Nous pouvons assurer le repos de la France ; je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait pas sans moi. » Comment la faire parvenir au destinataire ? Il se décida à se servir pour cette mission délicate du consul Le Brun ; Talley-

Georges Lacour-Gayet.

rand, qu'il avait connu avant 1789 dans les rangs du clergé et ensuite à l'Assemblée constituante, l'y avait encouragé. La chose se fit au retour de la campagne de Marengo. Deux mois plus tard, au début d'octobre, Montesquiou recevait, par l'intermédiaire de Le Brun, la réponse du Premier Consul ; décourageante et ironique elle se terminait ainsi : « Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille ; je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite. »

L'agent royaliste voulut savoir s'il n'obtiendrait pas de Talleyrand quelques éclaircissements sur les desseins secrets de Bonaparte. Il le rencontra à un dîner chez la duchesse de Luynes. En sortant de la salle à manger, Talleyrand, au lieu de s'installer à une table de jeu, conduisit Montesquiou dans un salon isolé ; seule, Mme Grand les accompagna. L'amie de Talleyrand ne cachait pas ses sympathies royalistes ; en parlant de son futur mari et de Montesquiou, elle avait dit : « Je voudrais le savoir toujours en relations avec cet homme-là. » Le ministre était en verve, comme cela lui arrivait souvent en sortant de table ; pour commencer, il ne ménagea pas les plaisanteries et les épigrammes sur la candeur du monde royaliste ; devenu plus sérieux, il donna à son ancien confrère quelques conseils utiles. « Je vous parle franchement, lui dit-il, vous devez le voir... Tout ce qui revient de Louis XVIII est bon ; tout ce qu'il a écrit est parfait. Ce qu'on lui répond engage plus la question qu'il ne la termine. Maintenez-vous donc dans cette ligne. Seulement, ne passez plus par Le Brun, qui a des manières trop subordonnées. Il faut trouver un moyen de remettre vous-même à Bonaparte les lettres dont vous serez chargé pour lui. Il est bon que vous puissiez causer ensemble. Il suffira que vous lui demandiez un rendez-vous. Il m'en parlera. Mais allez toujours directement à lui. » — « Parlons franchement, interrompit Montesquiou, sommes-nous mieux que nous n'étions ? — « Oui pour l'avenir, non pour le présent. Bonaparte ne songe point à quitter sa place ; il ne cherche point non plus à l'assurer. Il ne se la laisserait point ravir ; mais il n'est pas effrayé de la céder. Il veut la paix, mais c'est bien plus pour améliorer le gouvernement que pour s'y conserver ; il est, en un mot, d'un caractère

Talleyrand et le Premier Consul.

indépendant, plus jaloux de la gloire que des grandeurs, et à qui toutes les choses élevées doivent plaire. Jugez ce caractère et travaillez pour l'avenir. » Talleyrand termina ce singulier entretien par l'éloge de Louis XVIII. Montesquiou put croire qu'une restauration, à une date plus ou moins lointaine, n'était pas une chose impossible ; seulement, l'intermédiaire à employer n'était plus le Troisième Consul, mais bien le ministre des Relations extérieures, qui venait de s'ouvrir à lui avec tant de franchise. Certes l'illusion était légitime ; mais le terrible réveil quatre ans plus tard !

Moreau, que certains opposaient à Bonaparte, n'était-il pas à ménager ? Talleyrand lui disait un jour à lui-même : « Si le mérite et les services modestes donnaient seuls les droits pour arriver au pouvoir, quel autre aurait plus de droits pour devenir un des consuls de la République ? » Avec la journée de Hohenlinden, les services modestes s'étaient transformés en des titres éclatants. Rien, disait-il alors, ne pouvait altérer « l'union si désirable entre le premier magistrat et le premier général de la République ». Le jour où « le premier magistrat » fera arrêter « le premier général », il ne fera rien pour empêcher les choses de suivre leur cours.

**

Dans le second semestre de 1802, des bruits de la disgrâce de Talleyrand circulèrent à plusieurs reprises. On parlait de son remplacement par Ségur, qui avait le prestige de son ancienne ambassade en Russie, ou par Otto, qui serait rappelé de l'ambassade de Londres. On parlait encore d'un remaniement dans les ministères, qui seraient fondus en trois grands départements : les Relations extérieures et la Marine pour Joseph, l'Intérieur et la Justice pour Lucien, les Finances et la Trésorerie pour Talleyrand. « C'est une absurdité », disait Bonaparte à Joséphine, qui redoutait le retour de Lucien aux affaires. La vérité était que le mécontentement du Premier Consul s'était porté sur les deux frères du ministre, Archambaud et Bozon ; Barras prétend qu'ils étaient « connus comme des médiocrités et des nullités de notre époque les plus distinguées ».

Archambaud de Périgord appartenait, avant la Révolution, à la jeunesse dorée de la cour et de la ville ; il passait pour un des

Georges Lacour-Gayet.

plus beaux hommes de son temps ; il était tout à fait digne, selon la duchesse d'Abrantès, d'être à la tête de la mode. Il avait émigré dès 1790 et il avait commandé un corps au service de l'Angleterre. Sa femme, Sabine Olivier de Sénozan, qui était restée en France pour éviter la confiscation de la fortune conjugale, n'échappa point à l'échafaud ; elle fut guillotinée le matin même du 9 thermidor. Lui-même était rentré en France avant le 18 fructidor ; grâce à la protection de son frère le ministre, il avait pu vivre en paix. Sa radiation de la liste des émigrés se fit seulement le 31 octobre 1800, et celle de son frère Bozon le 2 novembre 1801. Lors de sa rentrée en France, il n'avait pas réglé ses comptes avec le ministère britannique, qui lui devait quelques centaines de mille livres. Quand la paix d'Amiens eut rétabli les relations entre les deux gouvernements, Charles-Maurice adressa Archambaud au ministre Addington, avec une bonne lettre de recommandation. Addington y fit honneur, « et l'heureux Archambaud revint en France avec ses guinées, salaire de ses travaux contre-révolutionnaires, obtenu par l'entremise d'un ministre républicain ; voilà ce qui s'appelle tirer parti de tout ». La chose s'ébruita et donna à rire ; elle arriva à la connaissance du Premier Consul, qui trouva qu'elle était de mauvais goût. Il fit envoyer au beau colonel Archambaud l'ordre de s'éloigner de Paris ; même traitement pour Bozon, qui avait blâmé cette décision et qui, de son côté, ayant été capitaine dans l'armée anglaise, avait touché un solde de cinq cents livres, porté à neuf cents « par la faveur de M. Pitt. » (Octobre 1802).

Quant à Charles-Maurice, il crut sage de garder le silence ; mais ce silence indisposa Bonaparte. « Qu'attendre d'un homme, disait-il, qui n'a pas un mot à dire en faveur de sa famille ? » Pendant quelque temps, il ne le vit pas d'un aussi bon œil ; toutefois, il ne pouvait pas se passer de ses services.

Cette éclipse partielle de la faveur du maître ne fut que de courte durée. Une flatterie très adroite de Talleyrand fut d'avoir amené les membres du corps diplomatique à se présenter en vêtements de deuil à la réception du Premier Consul, quand on fut informé du décès de son beau-frère Leclerc, mort dans l'expédition de Saint-Domingue. On racontait que Bonaparte s'était jeté au cou de Talley-

Talleyrand et le Premier Consul.

rand pour le remercier. Un intime du ministre lui avait fait remarquer qu'il pourrait avoir quelque peine à faire réaliser sa grande idée par les ministres étrangers. « Si j'ai quelque peine, répondit-il, ce sera pour les empêcher de prendre des pleureuses ».

Talleyrand savait, en effet, que, parmi les représentants de l'Europe à Paris, il y en avait plusieurs qui étaient tout à sa dévotion. Tel Gallo, l'envoyé de Naples, qui ne passait pas pour un aigle, et qui espionnait ses collègues pour le compte de la rue du Bac ; tel Bunau, l'envoyé de Saxe, « le plus vil des hommes », se prodiguant en flatteries intéressées ; tel Azara, l'ambassadeur d'Espagne, qui faisait partie du cercle intime de Mme de Talleyrand, et qui malgré sa qualité de représentant de Sa Majesté Catholique, tournait en ridicule les vieilles monarchies ; tel Lucchesini, le ministre de Prusse, très attaché à Talleyrand à une époque où les rapports entre Paris et Berlin étaient excellents et qui l'invitait parfois à faire montre de plus d'énergie dans la politique internationale : « Osez, osez, lui disait-il, il ne faut que cela dans ce siècle ; pour régner en Europe, il ne faut qu'oser. » Markow, l'envoyé du tsar, était en dehors de ce groupe de courtisans ; sa manière hautaine ne déplaisait pas toujours à Bonaparte, qui dit un jour à Talleyrand : « Voyez combien il est supérieur à vous ». Sur quoi le ministre avait fait la grimace et sa femme avait pleuré à chaudes larmes.

Incident sans importance. Le Premier Consul partait de Saint-Cloud le 24 juin (1803), pour faire dans le Nord de la France et en Belgique un voyage qui devait durer jusqu'au 11 août. Pendant cette longue absence, il se fit accompagner par le ministre des Relations extérieures. Peu après, il lui donnait une marque éclatante de sa faveur. Par considération pour lui, il faisait restituer au baron de Talleyrand, parent du ministre, tous ses biens qui avaient été confisqués ; il accompagnait cette restitution d'une lettre fort aimable. Comme Talleyrand était bien vu, il put faire fléchir la colère de Bonaparte contre Chateaubriand. Celui-ci, qui était secrétaire de la légation de France à Rome, s'était égayé, dans des lettres privées, aux dépens de son chef, hier commissaire des guerres, aujourd'hui cardinal de la Sainte-Eglise romaine. Ces lettres furent mises sous les yeux du Premier Consul. Son premier mouvement fut de donner

Georges Lacour-Gayet.

l'ordre de faire arrêter l'impertinent secrétaire qui avait manqué de respect à l'oncle Fesch. Talleyrand intervint en faveur du coupable; après plusieurs tentatives, il finit par obtenir son pardon.

*
**

Le ministre des Relations extérieures fit un jour au ministre de Prusse, Lucchesini, de la part du Premier Consul, une communication d'une gravité exceptionnelle. Il lui avait donné rendez-vous pour la soirée du 7 janvier (1803). Lucchesini introduit dans son cabinet, il lui fit promettre un secret absolu; puis, dans l'intimité du tête-à-tête, il l'entretint des moyens d'amener Louis XVIII à renoncer au trône de France; l'idée était singulière, après la réponse que Bonaparte avait faite, il y avait un peu plus de deux ans, à la lettre de Louis XVIII. Quoi qu'il en fût, le concours du roi de Prusse était nécessaire dans la circonstance présente, puisque le roi de France n'habitait plus Mitau, mais qu'il s'était fixé à Varsovie, en territoire prussien. Lucchesini transmit cette conversation à son chef le comte de Haugwitz. Voici un passage de sa longue dépêche du 10 janvier; Talleyrand y plaide la légitimité du gouvernement de la Restauration.

Le ministre des Relations extérieures, dit Lucchesini, « me fit sentir l'avantage qu'il y aurait pour le gouvernement actuel à asseoir ses droits et sa puissance sur les fondements reconnus du droit public des nations policées. Calmer les consciences timorées de plusieurs catholiques inquiets; mettre d'accord ce que quelques émigrés croient devoir encore à leurs serments et à leur patrie; ôter enfin aux malveillants le prétexte et à la puissance rivale de la France les instruments des troubles futurs: voilà les buts salutaires et louables que le Premier Consul voudrait atteindre. Un sentiment mêlé de compassion et d'égard pour les malheurs des princes de la maison de Bourbon, réuni à celui de la dignité d'un grand peuple longtemps gouverné par elle, a inspiré au Premier Consul la noble intention de pourvoir à son entretien. Le motif et la condition de ce bienfait sont, comme vous l'imaginez bien, Monsieur le Comte, une renonciation libre, entière et absolue à tous droits et prétentions

Talleyrand et le Premier Consul.

au trône de France et aux charges, dignités, domaines et apanages des princes de cette maison... Un des principes arrêtés dans son esprit (du Premier Consul) pour l'arrangement projeté est que toutes les personnes qui composent les différentes branches françaises de la maison de Bourbon devraient renoncer au rôle humiliant de se laisser aumôner par les puissances de l'Europe, se réunir tous en un endroit plus loin que Varsovie, Moscou par exemple, pour y vivre avec la dignité convenable à leur nom.»

On sait le refus catégorique que Louis XVIII opposa à ces propositions, lorsqu'elles lui furent communiquées par le président Meyer, chargé de la régence de Varsovie. « J'ignore les vues de Dieu sur moi et sur mon peuple ; mais je connais les obligations qu'il m'a imposées. Chrétien, j'en remplirai les devoirs jusqu'à mon dernier soupir ; fils de saint Louis, je saurai comme lui me respecter jusque dans les fers ; successeur de François I^{er}, je veux toujours pouvoir dire avec lui : tout est perdu fors l'honneur. »

Le comte de Lille n'avait pas voulu se prêter au marchandage que Talleyrand lui avait fait offrir au nom du Premier Consul. Un an plus tard, un crime politique sera à l'égard de ce prétendant obstiné une leçon terrible. Comme il s'était associé aux négociations de 1803, Talleyrand s'associera au crime de 1804. L'intérêt, l'ambition, la raison d'Etat liaient alors de la manière la plus étroite le ministre des Relations extérieures et le Premier Consul (1).

Georges LACOUR-GAYET,
de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

(1) Cet article est extrait de notre *Talleyrand*, tome II, qui paraîtra prochainement à la Librairie Payot.

Voir ci-dessous, p. 54, le compte-rendu du tome premier.